

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 6
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

DELIBERATION N°DL_CP2025_0048

Relative à la mise en œuvre du protocole de sortie de crise signé entre le Conseil Départemental, les transporteurs et les représentants des syndicats de transports scolaires

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,
Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désigné(e) :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu** loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative à Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_2021_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu** la délibération n°2018-00228 du 11 décembre 2018 relative à la délégation au président pour créer ou modifier les régies par arrêté ;

- Considérant :** les mesures prises par le Conseil départemental pour mettre fin au droit de retrait et de reprise de travail aux transports scolaires ;
- Considérant :** le rapport n°2025-02392 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte.
- Considérant :** l'avis de la Commission de l'Administration Générale, des Transports et de la Transition écologique du 18 mars 2025.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : de valider la mise en œuvre du protocole de fin de crise signé au 04 octobre 2024 ;

Article 2 : d'attribuer une indemnité exceptionnelle de 200 euros par conducteur affecté aux transports scolaires sur présentation d'une attestation sur l'honneur de versement pour chaque groupement conformément aux indications du tableau ci-dessous :

Nom du groupement ou société	Nombre de conducteurs	Cout par conducteur	Montant de l'indemnité exceptionnelle
Groupement NARENDRE M'BELI	137	200 euros	27 400 euros
GIE TAMA YA LEO NA MESSO	109	200 euros	21 800 euros
GIE OUVOIMOJA	63	200 euros	12 600 euros
SOCIETE TRANSPORTS SALIME	11	200 euros	2 200 euros
Total			64 000 euros

Article 3 : de régulariser les services qui sont concernés par cette période de droit de retrait du lundi 30 septembre au 04 octobre 2024 inclus et qui ont été remontés par les transporteurs conformément aux indications du tableau ci-dessous ;

Nom du groupement ou société	Nombre de services concernés par le droit de retrait	Montant
Groupement NARENDRE M'BELI	590	258 790,27 €
GIE TAMA YA LEO NA MESSO	79	35 201,53 €
GIE OUVOIMOJA	14	12 953,83 €
SOCIETE TRANSPORTS SALIME	0	0 €
Montant total	683	306 945,63 €

Article 4 : d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 011 compte 6245 du budget du Département de Mayotte ;

Article 5 : d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Article 6 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et affichage et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI

Protocole de sortie de crise - droit de retrait des conducteurs de véhicules des transports scolaires

Conclu entre :

D'une part :

Par le Conseil Départemental de Mayotte, représenté par Monsieur ALI OMAR, 3eme Vice-Président, en charge de l'Administration Générale, Transports et Transition Ecologique ;

Le GIE TAMA YA LEO NA MESSO représenté par son mandataire Monsieur Chaharmane MOHAMED en sa qualité de Directeur,

Le GIE OUVOIMOJA représenté par son mandataire Monsieur Anis BOINAIDI en sa qualité de Directeur,

La société TRANSPORTS SALIME représenté par son directeur d'exploitation Monsieur Anli ABDALLAH DJAHA en sa qualité de Directeur d'exploitation,

Le groupement NARENDRE MBELI représenté par son mandataire Monsieur WILLIAM BAILLIF en sa qualité de Directeur Adjoint de la société MATIS ;

Et d'autre part,

Les représentants du personnel,

Le Délégué du syndicat CFDT Monsieur KAMAL-EDDINE ATTOUMANE AHAMED,

Le Délégué du syndicat UFO Monsieur AHAMADA BOUHARI,

Les délégués du personnel désigné par le personnel de la société MATIS, Monsieur COLO RACHID et DAHALANI FOUAD ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Après de violents caillassages sur les bus depuis la rentrée scolaire dans les différentes lignes des transports du réseau Halo et plus particulièrement sur l'axe Dzoumogné ⇔ Kaweni, l'axe Tsoudzou –Dembéni les organisations syndicales (FO transports, CFDT, CGT- Ma- CFE-CGC-CFTC) ont déposé un droit de retrait à compter du 30 septembre 2024 pour mise en danger des agents et préavis de grève qui pourrait débiter le 08 octobre 2024 si aucun accord n'était trouvé.

Afin d'éviter une perturbation trop longue du service et prendre en compte la souffrance des conducteurs des bus, et permettre le retour des enfants à l'école, le 3eme Vice Président du Conseil Départemental a souhaité prendre l'initiative de recevoir les conducteurs, une première fois dans la matinée du mercredi 2 octobre 2024 et les employeurs dans l'après midi.

Cette première rencontre a permis, de prendre en compte les difficultés du malaise ressenti et l'étendue des doléances.

A l'issue des négociations, il a été décidé d'une réunion commune conducteurs/ employeurs pour ce vendredi 04 octobre 2024 afin de nouer le dialogue et trouver une sortie de crise.

La réunion s'est tenue au Conseil Départemental salle DRH en présence des acteurs concernés.

A la suite des discussions, Il a été acté les points suivants conditionnant une reprise du travail dès samedi 05 octobre 2024 :

- Maintien des salaires des agents pendant la période du droit retrait du lundi 30 au vendredi 04 octobre 2024, à la charge des employeurs ;
- Paiement de la totalité des services dus aux transporteurs durant la période du droit de retrait ;
- Attribution en une seule fois par le département d'une prime exceptionnelle de risque à hauteur de 200 euros par conducteur affecté au réseau des transports scolaires. Cette somme sera versée aux employeurs pour l'intégrer aux salaires.
- Ouverture de négociation immédiate entre les représentants du personnel et les employeurs sur la mise en place d'une convention collective de la branche transport intégrant entre autres, la mise en place d'une prime de risque mensuel dont le montant sera déterminé à l'issue des négociations ; négociation dans les mêmes occasions des conditions suivantes :
 - Grille salariale
 - Plan de formation des salariés,
 - Le temps de travail...

Le département s'engage par ailleurs, à continuer les échanges avec L'ETAT visant à améliorer les conditions de sécurité sur le réseau en même temps que le déploiement des vitres en polycarbonate sur les véhicules scolaires.

Conclu à Mamoudzou, le 04 octobre 2024

Signatures des acteurs

Le Président du Conseil Départemental

Pour le président du Conseil Départemental
et par délégation
Le 3ème Vice-président

Ali OMAR

Le groupement NARENDRE M'BELI

BALLIF William

SAS MATIS
Z.I VALLÉE 3 - LONGONI
97690 KOUNGOU
Tel : 0269 61 16 11 - Fax : 0269 62 16 21
Siret : 624 945 300 00019

Le GIE OUVOIMOJA

Ans Bouridi
de Bouridi
Bouridi
Bouridi



Le GIE TAMA YA LEO NA MESSO

TAMA YA LEO
GIE TAMA YA LEO NA MESSO
Rue du commerce,
M. 101, SAVA
97690 KOUNGOU
Tel : 0269 63 27 00 Fax : 0269 63 27 01
N° siret: R.C.S. MAMOUZOU 817 753 713

La société TRANSPORTS SALIME

Pp. M. ABOLATH BABA
Directeur d'exploitation

Les REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

KAMAL-EDDINE A. A.

DS. UI - CFDT

DAHALANI FOUAD

COLO RACHID

AHMADABOUHARI
DS UDFO Matis

Bem